

Legal Ops : l'EDHEC et Day One lancent une nouvelle formation certifiante, en partenariat avec l'AFJE et Legal Suite

Paris, le 29 mars 2022 - Face au rôle grandissant des « Legal Ops » au sein des équipes juridiques, l'EDHEC Augmented Law Institute, centre de formation, de recherche et d'innovation en Droit et Management de l'EDHEC et Day One, cabinet de conseil en Legal & Compliance Management, travaillent sur l'identification des compétences indispensables à cette fonction à travers la création du premier référentiel dans ce domaine, qui sera disponible au printemps.

Ce travail préliminaire, réalisé en partenariat avec l'AFJE et Legal Suite, se concrétisera par le lancement d'une formation certifiante EDHEC ALLL 1 « Legal Operations » à la rentrée 2022.

Ce nouveau projet innovant entre en résonance avec l'ambition de l'EDHEC de se placer à l'avant-garde des transformations des directions juridiques et plus généralement des acteurs du droit.

« Legal Operations » : une fonction émergente primordiale

Très présente Outre-Atlantique depuis plus de 10 ans, la fonction de « Legal Ops », qu'elle soit internalisée ou externalisée, est en plein développement en Europe et en France, en particulier. Adaptable, évolutif, pluridisciplinaire, parfois qualifié de "couteau suisse" des juristes, le « Legal Ops » a pour mission d'accompagner les équipes juridiques dans la délivrance d'un service juridique performant et efficient, en s'appuyant sur des pratiques business et technologiques qui ont fait leur preuve.

Le « Legal Operations Manager » ou « Legal Operations Officer » doit coordonner des process, des budgets, des technologies, des savoir-faire, des talents, pour appuyer la vision, les missions et la stratégie des équipes juridiques et les conduire à une meilleure performance. Enfin, il est le levier de la transformation digitale des directions juridiques.

« Le périmètre d'intervention de la direction juridique ne cesse de s'élargir et avec lui, les besoins des juristes en outils pour les accompagner de la manière la plus efficace. Le Legal Ops n'intervient pas dans le traitement juridique des dossiers, il le facilite et le rend compatible avec les exigences de l'organisation. C'est pourquoi son rôle est primordial. » explique Christophe Roquilly, Directeur à l'EDHEC Augmented Law Institute.

Une initiative partenariale

Contribuer à la montée en compétences et la reconnaissance des Legal Ops en France est donc un objectif commun de l'EDHEC Augmented Law Institute et ses partenaires à travers ces deux projets pour 2022.

Avec l'AFJE, Legal Suite, et Day One, l'EDHEC qui met en évidence et accompagne les transformations du droit depuis près de 30 ans, est attachée à promouvoir le développement de juristes – et de directions juridiques – augmentées.

« L'augmentation de compétences s'intègre dans une démarche de gestion dynamique des talents (legal talent management) dans laquelle les directions juridiques doivent investir dès aujourd'hui. Nous avons conçu un protocole de recherche solide qui leur permet de bénéficier de deux outils puissants et qui résulte de AllMyTalent, notre première « research start-up » : le référentiel de compétences et la certification EDHEC ALLL 1. » poursuit Christophe Roquilly.

Un Référentiel de Compétences et une première formation certifiante

Afin de faciliter le travail d'identification des compétences requises pour les Legal Operations, et construire le Référentiel de compétences, l'EDHEC s'appuiera sur les réseaux professionnels de ses partenaires dont le Cercle Legal Ops initié dès 2018 par Day One.

« Pouvoir structurer et proposer des formations qui s'appuient à la fois sur un savoir académique et une expérience pratique est essentiel aujourd'hui pour accompagner la transformation des directions juridiques et l'évolution du métier de « legal operations officer » pilier central de cette évolution » indique Olivier Chaduteau, associé fondateur de Day One.

La formation certifiante EDHEC ALLL1, 100% vidéo, portera sur une première série de compétences clés des Legal Ops. Elle sera développée et proposée aux juristes et aux équipes juridiques souhaitant monter en compétence dès septembre 2022.

Pour soutenir cette démarche, Legal Suite, partenaire de la transformation des directions juridiques, re-déploiera un dispositif de « bourses d'augmentation » afin de financer la formation de 100 professionnels concernés.

« A travers cette nouvelle opération, Legal Suite marque son engagement fort pour accompagner ses clients dans leur effort de transformation. Nous avons à cœur d'offrir à nos clients l'accès à des connaissances et des compétences nouvelles leur permettant ainsi de maîtriser les facteurs clés de succès de leurs projets de digitalisation et d'innovation » explique Carla Hégly-Chung, Directrice Commerciale et Marketing Legal Suite.

A PROPOS

EDHEC Augmented Law Institute

Pionnière en matière de formation et de recherche dans une double-culture « droit et management » depuis presque 30 ans, l'EDHEC Business School a créé l'EDHEC Augmented Law Institute avec l'ambition de positionner les savoirs, les compétences et la fonction du juriste au centre des transformations de l'entreprise et de la société. S'appuyant sur l'excellence académique de professeurs de renommée internationale, l'EDHEC Augmented Law Institute se développe autour d'une offre de formations initiales et continues hybrides et de travaux de recherche utile au Droit. L'institut se positionne également comme un pionnier européen en legal talent management avec :

- son modèle stratégique de compétences - ALLL STAR – Legal Skills, Business skills, Soft Skills, Digital Skills, Career Skills – qui se traduit par un référentiel marché du juriste augmenté en partenariat avec l'AFJE, actualisé chaque année.

- un portefeuille de formations via ALLL EDTech Accelerator, premier accélérateur Edtech du droit en Europe.

- des « start-ups recherche », ces initiatives créées en mode « open-innovation » qui apportent des réponses innovantes aux transformations du droit.

En savoir plus : <https://www.edhec.edu/fr/augmented-law-institute>

Contact Presse :

Angèle Pellicier : angele.pellicier@edhec.edu | 06. 68. 11. 39. 04

Amandine Badel : amandine.badel@edhec.edu | 04. 93.18.34. 80

DayOne

Day One est un cabinet de conseil en management dédié aux professions juridiques et compliance. Le cabinet accompagne les entreprises (directions juridiques, compliance, fiscale, CSR...) mais également les cabinets de services professionnels (audit, avocats, experts-comptables, notaires...). www.dayone-consulting.com

LegalSuite

Leader des technologies juridiques d'entreprise Legal Suite accompagne la performance de ses clients en déployant son expertise sur les marchés du pilotage juridique d'entreprise, de gestion du cycle contractuel, de la gouvernance, du risque et de la conformité.

Legal Suite accélère la transformation digitale de ses clients grands comptes, ETI et PME grâce à des solutions logicielles couvrant l'ensemble des problématiques juridiques.

Implantée en France, en Europe et en Amérique du Nord, Legal Suite capitalise sur plus de 20 ans d'expérience, plus de 1500 projets, plus de 700 clients et 65 000 utilisateurs à travers le monde.

Legal Suite a rejoint le groupe Septeo en 2018. Acteur majeur en matière de technologies au service des professionnels du droit (avocats, juristes d'entreprise, notaires), des gestionnaires de biens immobiliers et des DSI, Septeo déploie son expertise en France et dans le monde, auprès de 10 000 clients et plus 120 000 utilisateurs.

Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE)

Depuis plus de 50 ans, l'Association Française des Juristes d'Entreprise représente et promeut les directions juridiques et le métier de juriste d'entreprise au bénéfice de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité de la place de droit française.

Elle compte aujourd'hui plus de 7000 adhérents et 17 délégations régionales.

L'AFJE a pour principales missions de :

- Représenter et fédérer la profession de juriste d'entreprise sur l'ensemble du territoire,
- Promouvoir l'employabilité des juristes (AFJE JOBS) ainsi que le statut du juriste d'entreprise et son code de déontologie,
- Bâtir une véritable filière du Droit en lien avec les autres professions du droit et les Universités
- Offrir à ses adhérents des formations continues adaptées aux nouveaux besoins de leur métier,
- Être un interlocuteur privilégié des acteurs institutionnels français, européens et internationaux dans la fabrique du Droit.

<https://www.afje.org>